



le 29 janvier 2009

Grève et mobilisation

Salariés du public et du privé

La crise est là et son cortège d'annonces catastrophiques pour de nombreux salariés et précaires de tous bords se précipite. Sur le front du chômage les statistiques nous rappellent de cruelles réalités (+ 41300 chômeurs en août 2008, + 56900 chômeurs en octobre 2008, + 69000 chômeurs en novembre 2008). **Combien de chômeurs de plus en 2009 ?**

Et dans la fonction publique de l'État, malgré des besoins non satisfaits, c'est plus de 33000 emplois de fonctionnaires qui ne seront pas remplacés. Pour quel profit ? Au Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, plus de 1400 postes seront supprimés en 2009.

En matière de pouvoir d'achat les négociations promises en juin 2008 ont montré l'absence de capacité de ce gouvernement à négocier. Et il faut l'instauration d'une garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) pour préserver le minimum, et encore, de plus de 17% des personnels dont les déroulements de carrières sont trop faibles ou terminés. Le principe de carrière et son corollaire, une évolution du salaire, sont aujourd'hui largement remis en cause.

Les mesures Sarkozy : incohérence et insuffisance !

Le Président de la République fustige la dérive des marchés financiers mais il confirme la politique antisociale sur laquelle ce même capitalisme a prospéré. Au total, il se bouge beaucoup ... pour que rien ne bouge sauf l'assistance aux plus riches. Les aides accordées aux banques, aux entreprises, se font sans contreparties tangibles, et même sans aucun contrôle, ce qui leur permettra sans doute de reconstituer leurs marges sans toutefois les empêcher de licencier.

D'autres politiques sont possibles et de la seule responsabilité du gouvernement : annuler le paquet fiscal de 2007 (bouclier fiscal, etc.), relancer une politique d'emplois publics et annuler les suppressions d'emplois, enfin relancer la consommation en donnant du pouvoir d'achat aux agents des services publics. Le gouvernement peut et doit aussi agir sur le niveau des loyers.

Le 29 janvier 2009 tous en grève pour dire à ce gouvernement :

- De mettre un terme à la politique aveugle de suppressions d'emplois avec un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009.
- D'ouvrir en urgence de réelles négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents.
- De retirer les projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail.
- De donner les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'État, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.
- D'investir massivement dans le logement social et les infrastructures de transport en lien avec le développement durable pour retrouver de la croissance équitable.
- D'agir pour un Pacte social européen et non une intensification de la concurrence.